



OFFICE OF THE
PARLIAMENTARY BUDGET OFFICER



BUREAU DU
DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET

Suivi des dépenses – Troisième trimestre de 2011-2012

13 avril 2012



Points principaux de la présente note :

- La présente note porte sur les dépenses fédérales des neuf premiers mois de l'exercice 2011-2012 (avril à décembre 2011).
- D'après les données des trois premiers trimestres, les dépenses fédérales ont diminué de 2,4 % par rapport à la même période de l'exercice précédent alors que le budget 2012 prévoyait qu'elles augmenteraient de 1,0 % entre 2010-2011 et 2011-2012 (sur douze mois).
- Dans l'ensemble, les dépenses ont peu varié par rapport à l'année précédente. Ce constat sera utile aux parlementaires quand ils examineront la manière dont les ministères réussiront à réaliser les gains d'efficacité promis dans le budget 2012 et à fonctionner avec des budgets moindres.
- Toutes les modifications importantes des dépenses sont expliquées dans les rapports financiers trimestriels publiés le mois dernier par les ministères et organismes fédéraux (<http://www.tbs-sct.gc.ca/fm-gf/ktopics-dossiersc/fmpr-rftm/fmpr-rftm-fra.asp>).
- La Base de données de suivi intégré (BDSI) du DPB a été mise à jour par l'ajout des données sur les dépenses du troisième trimestre de 2011-2012 (www.pbo-dpb.gc.ca).
 - La BDSI sera mise à jour à la mi-juin par l'ajout des données sur les dépenses du dernier trimestre de 2011-2012.

Préparé par Jason Jacques*

*Pour de plus amples renseignements, communiquer avec Jason Jacques (courriel : jason.jacques@parl.gc.ca).

1. Contexte

Le mandat que la loi confie au directeur parlementaire du budget (DPB) comprend la réalisation de recherches et d'analyses sur les prévisions budgétaires du gouvernement¹.

Pour s'acquitter de cet élément de son mandat, le DPB fait une analyse constante des modifications apportées aux autorisations de dépenser des ministères et organismes qui sont présentées dans les prévisions budgétaires (autorisations accordées par le Parlement) et suit l'évolution des dépenses effectuées au cours de l'exercice sur les crédits accordés².

Ce cadre de suivi permet au DPB de mettre en lumière les éléments importants pour les parlementaires lorsqu'ils examinent les révisions des autorisations de dépenser proposées par le gouvernement³.

La présente note passe en revue l'ensemble des autorisations de dépenser (soit le Budget principal et les Budgets supplémentaires (A), (B) et (C)) et les dépenses réelles des neuf premiers mois de l'exercice en cours (avril à décembre 2011)⁴.

2. Faits saillants du troisième trimestre de 2011-2012

(i) Total des dépenses

Les dépenses totales se répartissent en quatre catégories : les principaux transferts aux particuliers, les principaux transferts à d'autres ordres de gouvernement, les frais de service de la dette et les dépenses de programmes directes. Comme les trois premiers types de dépenses tendent à évoluer de manière linéaire sans grandes variations d'une année sur l'autre, le DPB concentre son analyse sur la dernière catégorie.

Comme la figure 2-1 l'illustre, les dépenses totales des neuf premiers mois de 2011-2012 ont diminué de 2,4 % par rapport à la même période en 2010-2011, pour se situer à 177 milliards de dollars. Comme on l'a noté dans une analyse antérieure, cela est conforme à la baisse de 3 % des autorisations de dépenser totales pour 2011-2012⁵.

Dans les neuf premiers mois de l'exercice, les ministères et organismes fédéraux ont donc utilisé environ la même proportion des autorisations de dépenser du Parlement que dans la même période de l'exercice précédent (68,1 %).

¹ <http://laws.justice.gc.ca/eng/PDF/P-1.PDF>. Consulté en avril 2012.

² Un aperçu de la méthodologie employée par le DPB est inclus dans une note d'information complémentaire, *Guide de méthodologie pour le Suivi des dépenses*.

http://www.parl.gc.ca/PBO-DPB/documents/Expenditure_Monitor_Guide_FR.pdf.

Consulté en avril 2012.

³ Demande d'information du DPB en date de 2012-04-12 adressée aux sous-ministres et équivalents, pour des données relatives à l'exécution du budget de 2012.

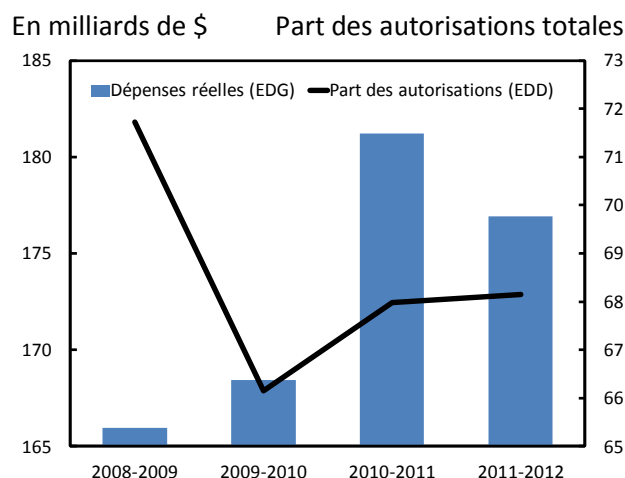
<http://www.parl.gc.ca/PBO-DPB/InformationRequests.aspx?Language=F>; Consulté en avril 2012.

⁴ Le pouvoir de dépenser afférent au Budget supplémentaire des dépenses (C) n'a pas été accordé avant le quatrième trimestre.

⁵ http://www.parl.gc.ca/PBO-DPB/documents/Supplementary_Estimates_C_FR.pdf. Consulté en avril 2012.

Figure 2-1

Dépenses totales des neuf premiers mois de l'exercice



Source : Gouvernement du Canada; calculs du DPB.

Globalement, la hausse des principaux transferts aux particuliers (comme le Supplément de revenu garanti) et aux autres ordres de gouvernement (comme le Transfert social canadien) a été compensée par des baisses des dépenses de programmes directes.

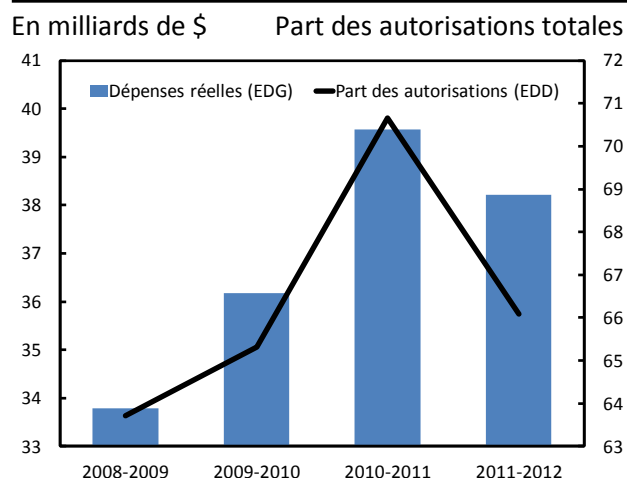
(ii) Dépenses de programmes directes

Les dépenses de programmes directes comprennent les dépenses de fonctionnement et les dépenses en immobilisations, ainsi que d'autres transferts (comme ceux des programmes de soutien du secteur agricole).

Les dépenses de fonctionnement ont diminué de plus de 3 % pour s'établir à 38 milliards de dollars (figure 2-2). Cette diminution des dépenses jointe à la baisse des autorisations de dépenser a eu pour effet que les ministères et organismes ont utilisé une moindre proportion de leurs autorisations (65 %) dans les neuf premiers mois de l'exercice que durant la même période de l'exercice précédent.

Figure 2-2

Dépenses de fonctionnement des neuf premiers mois de l'exercice



Source : Gouvernement du Canada; calculs du DPB.

Répartie sur presque toutes les entités concernées, la baisse est vraisemblablement attribuable aux mesures de restriction annoncées dans les budgets de 2010 (comme le gel des budgets de fonctionnement) et de 2011 (comme les examens stratégiques). Globalement, ces deux mesures ont réduit les autorisations de dépenser d'environ 1,8 milliard de dollars en 2011-2012 (encadré 1-1).

Encadré 1-1

Compressions budgétaires récentes

- Depuis mars 2010, le gouvernement a lancé trois vagues successives de compression des dépenses visant les dépenses de programmes directes.
- Le budget 2010 prévoyait des compressions totalisant 15 milliards de dollars sur 5 ans. Le budget 2011 a ajouté une nouvelle tranche de réductions de 2 milliards de dollars sur 5 ans. Enfin, le budget 2012 propose des coupes additionnelles de 20 milliards de dollars sur 5 ans.

	Période initiale de 5 ans	Réduction permanente
Budget 2010	15 G\$	5,1 G\$
Budget 2011	2 G\$	0,5 G\$
Budget 2012	20 G\$	5,2 G\$
TOTAL	37 G\$	10,8 G\$

Source : Gouvernement du Canada, Budget 2012.

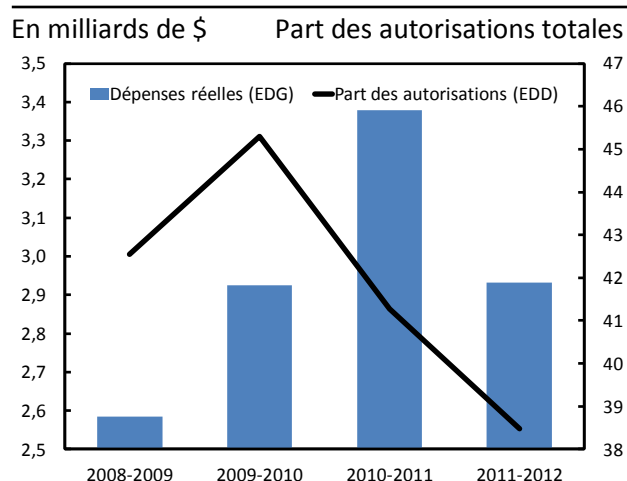
Comme la figure 2-3 l'illustre, les dépenses en immobilisations ont diminué de 13 % dans les neuf premiers mois de 2011-2012 pour s'établir à environ 2,9 milliards de dollars. Ce résultat était attendu vu la baisse des autorisations de dépenses en immobilisations annoncée dans le Budget principal des dépenses et dans les Budgets supplémentaires (A), (B) et (C).

Le gros de la baisse des dépenses en immobilisations est attribuable à la Défense nationale (250 millions de dollars de moins que dans la même période en 2010-2011). Le budget 2012 a confirmé que le calendrier d'acquisition de biens pour la Défense avait été allongé et que des dépenses prévues d'environ 3,5 milliards de dollars avaient été remises à plus tard⁶.

La part des dépenses par rapport aux autorisations a également diminué pour s'établir à 38 %. Le plus souvent, les dépenses en immobilisations ont tendance à s'accroître au fil de l'exercice, la majorité de l'activité se concentrant dans la deuxième moitié de l'année.

Figure 2-3

Dépenses en immobilisations des neuf premiers mois de l'exercice



Source : Gouvernement du Canada; calculs du DPB.

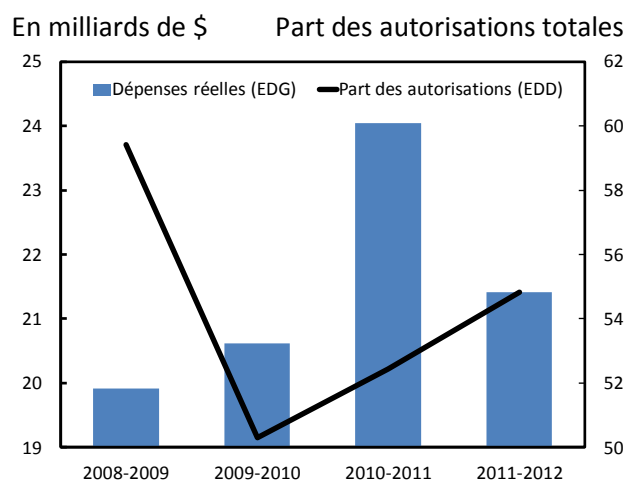
Les paiements de transfert ont diminué de 11 % par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à environ 21 milliards de dollars dans les neuf premiers mois de 2011-2012 (figure 2-4).

⁶ Budget 2012, gouvernement du Canada, <http://www.budget.gc.ca/2012/plan/pdf/Plan2012-fra.pdf>. Consulté en avril 2012.

Comme dans le cas des dépenses en immobilisations, les montants autorisés pour les paiements de transfert non majeurs sont en net recul par rapport à l'exercice précédent en raison de la fin du Plan d'action économique (dépenses d'infrastructure, subventions et contributions des organismes de développement régional).

La part des dépenses par rapport aux autorisations a augmenté de plus de 55 % dans les neuf premiers mois, car les dépenses ont moins diminué que les autorisations de dépenser accordées par le Parlement.

Figure 2-4
Autres paiements de transfert dans les neuf premiers mois de l'exercice



Source : Gouvernement du Canada; calculs du DPB.

3. Services internes

Les services internes comprennent les communications, la gestion financière, la gestion des ressources humaines et la technologie de l'information⁷. Les montants qui les concernent relèvent des dépenses de fonctionnement, des dépenses en capital et des paiements de transfert.

Les dépenses en services internes ont été de 7,9 milliards de dollars dans la première moitié de l'exercice, soit 80 % du total de 9,8 milliards de

⁷ <http://www.tbs-sct.gc.ca/est-pre/20112012/me-bpd/docs/me-bpd-fra.pdf>. Consulté en avril 2012.

dollars prévu dans le Budget principal des dépenses.

Comme 70 % environ des économies censées résulter de l'examen stratégique et fonctionnel proviendront de « gains d'efficacité », et que ceux-ci tiennent en grande partie à une restructuration des activités administratives, les dépenses au titre des services internes devraient diminuer à moyen terme⁸.

Le gouvernement a commencé cette année à communiquer des données sur les activités de programme, ce qui englobe les services internes. Le DPB pourra donc commencer à proposer des comparaisons historiques sur les économies réalisées à ce chapitre.

4. Postes individuels

Pour relever les écarts importants parmi les centaines de crédits présentés dans les prévisions budgétaires du gouvernement, le DPB a passé tous les postes en revue et relevé les changements les plus importants en dollars et en pourcentage, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Les tableaux se trouvent à l'annexe A.

Dans l'ensemble, tous les postes signalés par le DPB sont expliqués dans les rapports financiers trimestriels publiés en mars par les ministères et organismes fédéraux⁹.

Comme on l'a signalé dans des analyses antérieures du DPB, la qualité de ces rapports continue de s'améliorer. Dans l'ensemble, ils constituent souvent, pour les parlementaires, la seule source d'information leur permettant de contrôler la mise en œuvre des compressions budgétaires. Ils devraient donc jouer un rôle important dans la surveillance des résultats de l'examen stratégique et fonctionnel.

⁸ <http://www.budget.gc.ca/2011/plan/chap5-fra.html>. Consulté en avril 2012.

⁹ <http://www.tbs-sct.gc.ca/fm-gf/ktopics-dossiers/fm-pr-rftm/fm-pr-rftm-fra.asp>. Consulté en avril 2012.

5. Conclusion

D'après les données des neuf premiers mois de l'exercice 2011-2012, les dépenses fédérales ont diminué de 2,4 % par rapport à la même période de l'exercice précédent alors que le budget 2012 prévoyait qu'elles augmenteraient de 1,0 % entre 2010-2011 et 2011-2012 (sur douze mois)¹⁰.

Étant donné que le gouvernement met l'accent sur la réduction des dépenses de programmes directes pour atteindre ses objectifs financiers, le DPB continuera de surveiller la mise en œuvre des trois vagues successives de compressions budgétaires.

La Base de données de suivi intégré (BDSI) a été mise à jour par l'ajout des données sur les dépenses du troisième trimestre de 2011-2012.

¹⁰ Les prévisions budgétaires et autorisations sont présentées selon une comptabilité de caisse tandis que le budget est présenté selon une comptabilité d'exercice. Même si les tendances générales des dépenses sont généralement les mêmes peu importe la comptabilité, il peut y avoir des différences importantes d'un trimestre à l'autre.

ANNEXE A

Tableau 1 – Variations en dollars les plus fortes – Dépenses totales des trois premiers trimestres de 2011-2012 par rapport à l'exercice précédent¹

Organisation	Crédits	Δ en milliers de \$	Explication du rapport trimestriel
Finances	Transfert de transition à la TVH	-1 889 000	Réduction prévue du calendrier des paiements
Finances	Transfert canadien en matière de santé	1 008 478	Hausse du niveau des dépenses autorisées
Ressources humaines et Développement des compétences	Sécurité de la vieillesse	1 208 997	Hausse du nombre de bénéficiaires, augmentation des prestations
Finances	Péréquation	657 532	Hausse du niveau des dépenses autorisées
Défense nationale	Dépenses de fonctionnement	551 106	Plusieurs facteurs, dont une augmentation des dépenses au titre des services professionnels et de la maintenance
Ressources humaines et Développement des compétences	Supplément de revenu garanti	532 853	Hausse du nombre de bénéficiaires, augmentation des prestations
Finances	Intérêt sur la dette de l'État	387 558	Augmentation de la dette fédérale
Ressources humaines et Développement des compétences	Subventions et contributions	-363 810	Fin du financement du Plan d'action économique
Bureau de l'infrastructure	Contributions	342 461	Augmentation des demandes présentées à l'égard de projets terminés aux termes du Plan d'action économique
Industrie Canada	Subventions et contributions	-308 951	Temporisation du financement de plusieurs mesures notamment le Programme des manifestations touristiques de renom, le Fonds d'adaptation des collectivités et le Programme d'infrastructure du savoir

1. Tous les crédits du Budget principal des dépenses 2011-2012 ayant des autorisations totales de plus de 100 millions de dollars en 2010-2011 et 2011-2012, à l'exclusion des postes non budgétaires.

Tableau 2 – Variations en pourcentage les plus fortes – Dépenses totales des trois premiers trimestres de 2011-2012 par rapport à l'exercice précédent¹

Organisation	Crédits	Δ en %	Explication du rapport trimestriel
Directeur général des élections	Dépenses électorales, dépenses de fonctionnement	249 %	41 ^e élection générale canadienne
Agence des services frontaliers du Canada	Dépenses en immobilisations	159 %	Construction d'un nouveau point d'entrée; investissements dans l'armement
Service correctionnel	Dépenses en immobilisations	90 %	Mise en œuvre d'une loi récemment édictée; hausse prévue du nombre de détenus
Statistique Canada	Dépenses de programme	65 %	Recensement et Enquête sur les ménages de 2011 et Recensement de l'agriculture
Environnement	Subventions et contributions	-69 %	Réduction de plusieurs programmes, dont le Programme national de mise à la ferraille de véhicules
Diversification de l'économie de l'Ouest	Subventions et contributions	-67 %	Fin du financement du Plan d'action économique
Agence canadienne d'inspection des aliments	Subventions et contributions	-65%	Fin du financement offert par le biais du Plan d'action économique
Finances	Subventions et contributions	-63 %	Plusieurs facteurs, notamment une réduction des paiements pour la Revitalisation du secteur riverain de Toronto
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	Subventions et contributions	-57 %	Fin du Plan d'action économique
Conseil national de recherches	Dépenses en immobilisations	-53 %	Une nouvelle méthode de budgétisation des immobilisations entraîne un retard des dépenses

1. Tous les crédits du Budget principal des dépenses 2011-2012 ayant des autorisations totales de plus de 100 millions de dollars en 2010-2011 et 2011-2012, à l'exclusion des postes non budgétaires.